Lutter contre les MDMD

Exercice basé sur des scénarios

**Le concept d’opérations de la mission**



Le concept d’opérations (CONOPS) de la mission sera rédigé par l’équipe de planification de la mission de maintien de la paix du Carana dans le cadre du processus de planification intégrée et d’évaluation. Le projet du concept de la mission sera présenté pour approbation aux SSG du DOMP et du DAM une fois que le mandat aura été délivré par le Conseil de sécurité. Il utilise le modèle de la référence A ci-dessous.



/LM2D-0790

Date M+2

### MISSION D’ASSISTANCE DES NATIONS UNIES AU CARANA (MANUC)

CONCEPT D’OPÉRATIONS

Références :

1. Politique du DOMP/DAM sur la planification et l’examen des missions de maintien de la paix, datée du 1er janvier 2017.
2. Stratégie intégrée des Nations unies pour le Carana (théorique)
3. Traité de paix de Kalari (APK) 19 mai 2017.
4. Directive d’évaluation et de planification du DOMP, Planification d’une opération de maintien de la paix des Nations unies au Carana, 21 mai 2017.
5. Rapport de la mission d’évaluation technique des Nations unies au Carana, 31 mai 2017.
6. Résolution 1544 du Conseil de sécurité (première version)

*Résumé : Ce concept de la mission définit l’approche globale, les priorités et l’enchaînement des tâches confiées à la Mission d’assistance des Nations unies au Carana (MANUC) pendant et après sa phase de démarrage. Au cours de la période initiale, la MANUC se concentrera principalement sur (a) le déploiement et la mise en place de la mission et (b) le soutien à la mise en œuvre de l’accord de paix de Kalari conformément à la résolution 2300 du Conseil de sécurité.*

1. **CONTEXTE**
2. Le 19 mai 2017, après des années de conflit violent au Carana, un accord de cessez-le-feu, appelé Accord de paix de Kalari (APK), a été signé entre le gouvernement du pays et les principales forces rebelles – le Mouvement patriotique du Carana (MPC) dans l’ouest et les Combattants indépendants du Sud Carana (CISC) dans le sud-ouest.
3. L’APK prévoir un cessez-le-feu, le désengagement des forces, un mécanisme de vérification et de contrôle du cessez-le-feu, la formation d’un gouvernement de réconciliation nationale (GRN). Il prévoit également la tenue d’élections dans un délai d’un an, le désarmement des forces rebelles et l’intégration de certains de leurs membres dans une force armée nationale restructurée. Le GRN remplace la gouvernance répressive du président Ogavo, largement dominée par un seul parti et une seule ethnie, dont les actions ont contribué au déclenchement du conflit. Le calendrier de mise en œuvre de cet accord est ambitieux et la MANUC ne sera opérationnelle au Carana que plusieurs mois après l’accord. Le succès de l’APK dépend du maintien de l’accord politique entre les parties et de la confiance dans le DDR. La présence des effectifs militaires de la Mission dans les zones où le MPC ou les CISC font face aux Forces de défense caranaises (FDC) réduira les risques d’affrontement ; le désarmement ne pourra certainement pas commencer avant et, par conséquent, les activités qui devraient suivre le désarmement seront retardées. Les élections dans un délai d’un an constituent un défi car les conditions préalables incluent une sécurité suffisante dans l’ensemble du Carana. La MANUC conseillera le GRN sur cette question et se préparera à un report.
4. L’APK a été négocié par la Coalition régionale du 8e continent (CRC) qui a fourni la Mission d’assistance de la CRC au Carana (MACRCC) pour aider à superviser et à vérifier le cessez-le-feu. La CRC est susceptible de soutenir la MANUC, d’influencer le GRN et de contribuer à la sécurité régionale. Le représentant régional des Nations unies dirigera la coordination et la coopération avec la CRC en informant la MANUC.
5. Le GRN avait déjà invité une force française, l’Opération Intrépide, à se déployer dans le sud-ouest du Carana, à la frontière avec Rimosa, avec un mandat de six mois pour lutter contre les activités islamistes. L’opération Intrépide restera une mission distincte, mais la MANUC devra se coordonner étroitement et se préparer à combler le vide sécuritaire laissé par son départ.
6. Le cessez-le-feu a été largement respecté, mais les forces en présence ne se sont pas retirées de manière significative, ce qui laisse entrevoir la possibilité d’une reprise rapide du conflit. Le GRN, bien que majoritairement uni, a du mal à assumer ses responsabilités et il existe des vides sécuritaires dans le pays. Il existe des zones contrôlées par la police nationale du Carana, les Forces de défense du Carana (FDC) et les agences de sécurité de l’État, des zones contrôlées par le MPC, des zones vaguement contrôlées mais non administrées par les CISC, et environ un tiers du pays non gouverné. Les fonctions de sécurité intérieure telles que l’immigration, les douanes et les autorités portuaires fonctionnent à peine. La MANUC ne peut pas traiter toutes ces questions lors du déploiement initial et la priorité doit être donnée au maintien du consentement politique pour l’adoption de l’APK et à la prévention d’un retour au conflit.
7. Les taux de criminalité sont élevés. La criminalité organisée et transnationale est flagrante dans le commerce des stupéfiants et des diamants. Les banlieues de la capitale, Galasi, sont sous le contrôle de gangs de jeunes. À Akkabar, il y a un conflit ouvert entre les mineurs et la police. Outre le conflit militaire, il existe des défis à plus long terme en matière d’ordre public. Un vide sécuritaire persistant permettra aux groupes criminels organisés de devenir plus forts et plus difficiles à combattre à long terme. Les efforts visant à soutenir le Carana dans la résolution de ces problèmes doivent être identifiés rapidement.
8. Dans la province de Leppko, on assiste à une violence radicalisée et sectaire impliquant des éléments dissidents du CISC mais aussi des groupes armés incontrôlés (qui ne font pas partie de l’APK). La situation dans les zones contrôlées par le MPC et les CISC est très différente et nécessite des approches individuelles. La province de Leppko constituera probablement une question de sécurité durable et impliquera en outre un engagement avec Rimosa.
9. La situation humanitaire est grave. On estime à 100 000 le nombre de réfugiés et à 1 000 000 le nombre de personnes déplacées internes. La plupart des PDI ont fui vers les villes côtières et sont maintenant regroupées dans des camps de fortune et des bidonvilles où les services de santé et d’assainissement sont insuffisants. Il n’existe pratiquement aucune infrastructure médicale dans les zones rurales. Certaines zones ne sont pas accessibles aux agences humanitaires en raison de la situation sécuritaire et la MANUC a un rôle à jouer pour faciliter cet accès. La MANUC devra travailler en étroite collaboration avec le secteur humanitaire afin d’identifier les domaines dans lesquels nous pouvons apporter notre aide. Le retour des réfugiés et des PDI dans leurs foyers devra être géré avec soin et sera un facteur dans la planification des élections.
10. Les pays qui entourent le Carana font partie de la CRC. Le Carana entretient depuis toujours de bonnes relations avec le Samosa, mais ses relations avec le Katasi sont tendues, le Carana accusant le Katasi de soutenir le groupe rebelle MPC. Les relations avec le Rimosa, qui doit faire face à sa propre guerre civile, sont également tendues, l’un des groupes rebelles, le Front de libération Lassi, ayant des liens lâches avec les CISC. Le représentant régional ou la représentante régionale de l’ONU jouera un rôle de chef de file dans ce domaine, mais son bureau et la MANUC auront besoin d’une stratégie d’information coordonnée. La MANUC ne pourra pas s’occuper des questions frontalières durant ses premières phases d’activité, mais elle devrait aider le GRN à planifier son engagement futur.
11. **PRINCIPES DIRECTEURS**
12. **Consentement des parties**. La MANUC a été invitée par le GRN et les parties au conflit. La MANUC collaborera avec le GRN sur les plans stratégique et opérationnel afin d’assurer la sécurité et la stabilité au Carana. Au niveau tactique, il pourra arriver que les parties à l’Accord de paix de Kalari tentent de restreindre la liberté d’action de la Mission ; ce problème devra être traité avec prudence, sous la direction du quartier général de la MANUC.
13. **Impartialité**. La MANUC fera preuve d’impartialité, en particulier dans ses activités d’appui au cessez-le-feu et au désengagement des forces. Elle se montrera équitable mais prête à agir avec fermeté (politiquement et militairement) face à toute violation.
14. **Non-recours à la force sauf en cas de légitime défense et de défense du mandat.** Les règles d’engagement (RDE) et la directive sur l’usage de la force (DUF) préciseront la manière dont les composantes militaire et policière pourront recourir à la force pour exécuter leurs tâches.
15. **Autres facteurs de réussite**. La promotion de l’appropriation nationale et locale est la clef de la réussite de l’ONU au Carana et une ligne directrice pour la MANUC et pour l’équipe de pays des Nations unies. La MANUC appuie le GRN aux niveaux national et local et doit écouter les dirigeants et soutenir leurs idées.
16. **OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE LA MISSION**
17. **Objectif stratégique de l’ONU au Carana**. L’objectif général de l’ONU au Carana est de contribuer à la création d’un environnement propice à la réconciliation nationale, à une paix et à une stabilité durables dans un pays uni, où les droits de l’homme sont respectés, où tous les citoyens sont protégés et où les déplacés et les réfugiés peuvent revenir en toute sécurité et dans la dignité, et de contribuer à la protection des civils menacés.
18. **Objectifs de la MANUC au Carana.** La MANUC entend concourir à l’objectif stratégique de l’ONU au Carana en réalisant les objectifs suivants :
    1. Appui à la mise en œuvre de l’Accord de paix de Kalari :

L’Accord de paix de Kalari est irréversible, le MPC et les CISC n’étant plus des entités militaires, les élections ayant été couronnées de succès et les processus politiques légitimes étant acceptés comme le moyen d’améliorer les conditions de vie de tous les habitants du Carana.

* 1. Protection des civils :

Les civils peuvent circuler librement au Carana. Les groupes armés illégaux et les bandes criminelles sont réduits à un niveau où ils peuvent être neutralisés par les forces de sécurité du Carana.

* 1. Soutien de l’aide humanitaire et en matière de droits de l’homme :

Les conditions de sécurité permettent à l’équipe de pays des Nations unies et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales d’accéder à toutes les parties du Carana.

* 1. Appui à la réforme du secteur de sécurité (RSS) :

Les forces de défense du Carana, la PNC et d’autres institutions chargées de la sécurité sont en voie de devenir des institutions efficaces, responsables et représentatives sur le plan ethnique, qui fonctionnent sous contrôle civil dans le respect de l’état de droit et des droits de l’homme.

* 1. Appui à la mise en œuvre du processus de paix.

Grâce à ses activités de dialogue et de concertation et son appui à la création d’un environnement protecteur, la MANUC permet aux parties prenantes nationales et locales de s’engager en faveur du processus de paix.

1. **Objectif final visé par la MANUC.** Un gouvernement démocratiquement élu soutenu par des forces de sécurité restructurées, représentatives sur le plan ethnique et responsables, capables de protéger tous les citoyens et de faciliter la poursuite des activités de consolidation de la paix.
2. **PRINCIPALES HYPOTHÈSES ET RISQUES**
3. **Hypothèses.**

* 1. Le GRN continue de coopérer et les parties continuent d’accepter le déploiement de la MANUC.
  2. L’accès aux ports et aux têtes de pont aériens du Carana dont bénéficie la MANUC est suffisant pour permettre le déploiement et le soutien de sa force.
  3. Les éléments d’appui peuvent se déployer et fonctionner pour exécuter le CONOPS de la Mission.

1. **Risques et mesures d’atténuation.** 
   1. Les parties reprennent le conflit avant le déploiement de la MANUC et il n’y a pas de paix à maintenir**.** La MANUC interrompra son déploiement et attendra les directives du DOMP.
   2. Les parties reprennent le conflit pendant ou après le déploiement de la MANUC. La MANUC se retirera des zones d’affrontement mais s’efforcera de contenir les déplacements du MPC vers l’est et des CISC vers le nord afin de protéger les civils. Elle ne prêtera pas un appui direct aux Forces de défense du Carana.
2. **PHASES DE LA MISSION - CONCEPT D’OPÉRATIONS**
3. Le concept d’opérations décrit la phase de déploiement en détail et les phases suivantes dans les grandes lignes. Il y a quatre phases :

Déploiement initial : (-M+90). Priorité : influence sur l’Accord de paix de Kalari.

Objectifs de référence : le siège et les bureaux locaux de la Mission sont établis ; la MANUC dirige la commission mixte de cessez-le-feu et les équipes mixtes de liaison ; une présence militaire initiale est mise en place dans les zones d’affrontement des groupes armés ; une présence policière est mise en place à Galasi. Les plans généraux de DDR et de RSS sont arrêtés.

Élargissement : (M+91-M+180). Priorité : renforcement de la présence de sécurité sur tout le territoire du Carana.

Objectifs de référence : la composante militaire comprend 80 % de l’effectif autorisé et sa portée d’action couvre l’ensemble du territoire ; le désarmement a commencé ; les groupes armés sont cantonnés et 70 % des Forces de défense du Carana sont encasernées ; 60 % du territoire du Carana est accessible aux organismes humanitaires. La préparation des élections a commencé.

Consolidation : (M+181 jusqu’à l’atteinte des résultats prévus). Priorité : Les conditions sont réunies pour les élections.

Objectifs de référence : les conditions de sécurité sont suffisantes pour la tenue d’élections ; les aspects militaires de l’Accord de paix de Kalari sont irréversibles ; le MPC et les CISC sont complètement démobilisés ; la liberté de mouvement est instaurée sur l’ensemble du territoire du Carana. L’ensemble du territoire du Carana est accessible aux organismes humanitaires.

Renforcement des capacités et retrait (à confirmer). Priorité : La PNC est en mesure d’assurer la sécurité partout au Carana. Les activités de renforcement des capacités auront démarré avant, mais la Mission disposera à ce stade des ressources nécessaires pour axer ses efforts dans ce domaine et exécuter les activités planifiées. La priorité sera donnée aux capacités de la PNC, sachant que le taux de réduction des effectifs de la Mission sera déterminé en fonction de ces capacités. Des objectifs de référence seront arrêtés ultérieurement.

1. **Phase 1 : déploiement**
2. Durant la phase de déploiement, la MANUC établira son siège à Galasi en vue de renforcer le dialogue avec le GRN, les ministères et les services de sécurité nationaux. Elle présidera la Commission mixte de cessez-le-feu (CMCF) conformément aux dispositions de l’APK et soutiendra le programme de DDR du GRN.
3. Elle établira une étroite coordination et échangera des informations avec l’équipe de pays des Nations unies et mettra en place un forum des hauts responsables.
4. Les premiers bureaux locaux de la Mission seront établis à Faron et à Muka, afin de dialoguer avec les autorités locales, y compris les dirigeants du MPC et des CISC.
5. Après avoir établi une présence de sécurité à Galasi, la composante militaire doit aider le GRN à assurer la mise en œuvre des aspects militaires de l’APK. Elle doit assurer la liberté de circulation des équipes mixtes de liaison afin que la CMCF ait la situation en main pour pouvoir réagir rapidement à tout problème susceptible de mettre en péril l’Accord de paix. La plus grande menace pour les civils serait une reprise de la guerre civile. La composante militaire doit prévenir et empêcher les violations des aspects militaires de l’APK, et au besoin y riposter, d’abord dans les zones où des affrontements entre le MPC ou les CISC et les FDC risquent le plus de se produire (points chauds), puis ailleurs en fonction des effectifs disponibles. Par la suite, la composante militaire agit là où elle est le mieux à même d’appuyer les objectifs de la Mission.
6. Les fonctions des observateurs de la MACRC qui correspondent aux normes de l’ONU, seront transférées à la MANUC dès que les moyens de celles-ci le permettront.
7. La protection des civils est la tâche prioritaire de la MANUC et la Mission sera jugée à l’aune de cette tâche. La Mission mènera des activités au titre des Volet I (Dialogue et concertation), II (Protection physique) et III (Mise en place d’un environnement protecteur) afin d’atténuer les risques pour les civils.
8. La MANUC travaillera en coordination avec l’équipe de pays des Nations unies et les organismes humanitaires pour déterminer les zones où elle peut soutenir l’accès humanitaire et l’assistance en matière de droits de l’homme, y compris, sur demande et en dernier recours, assurer la sécurité pour faciliter l’acheminement de l’aide humanitaire.
9. La MANUC soutiendra le GRN dans la réforme du secteur de la sécurité (prévue dans l’APK), en particulier la restructuration de la force de police et la formation d’une nouvelle armée du Carana restructurée, ces deux tâches étant accomplies en coopération avec les organisations et États intéressés.
10. Pour soutenir la mise en œuvre du processus de paix, la MANUC devra notamment aider le GNR à établir l’autorité nationale dans tout le pays, participer à la préparation et à l’organisation des élections nationales et aider à l’élaboration d’une stratégie de consolidation des institutions gouvernementales, y compris un cadre juridique national et des institutions judiciaires et pénitentiaires.
11. **PRIORITÉS**
12. Durant la phase 1 et après, les priorités de la MANUC seront les suivantes :
    1. Protection du personnel et des installations des Nations unies. Ceci est la première des priorités ; les composantes policière et militaire doivent s’attendre à prendre certains risques pour défendre notre mandat et protéger les civils. La gestion de ces risques exige une compréhension approfondie de l’environnement opérationnel, la planification, la préparation et la coordination.
    2. Protection des civils. En toute circonstance, il est de notre responsabilité de protéger les civils, et toutes les activités de la MANUC devraient servir cet objectif central. En premier lieu, la meilleure façon de protéger les civils est d’empêcher une reprise du conflit. Nos moyens sont limités et, durant la phase 1, notre présence est limitée, il est donc plus que nécessaire de bien connaître et savoir évaluer la situation afin de déployer les moyens au bon endroit au bon moment pour prévenir les menaces contre les civils.
    3. Surveillance du cessez-le-feu et désengagement. Ceci est la principale activité prévue dans l’Accord de paix de Kalari. Si les problèmes sont signalés sans tarder et avec exactitude à la CMCF, ils pourront être réglés rapidement. La composante militaire doit être prête à anticiper et à prévenir les problèmes et à intervenir le cas échéant.
    4. Dialogue et concertation. Aussi bien au niveau de la Mission que sur le terrain, nous devons constamment chercher à dialoguer avec le gouvernement et les autres acteurs clefs, y compris les dirigeants du MPC et des CISC. Cette concertation doit être gérée et coordonnée de manière à ce que la Mission parle d’une seule voix et soit perçue comme solide, impartiale et prête à aider.
    5. Soutien de l’aide humanitaire et en matière de droits de l’homme. La MANUC nouera des contacts avec les organismes d’aide humanitaire et de défense des droits de l’homme, principalement par l’intermédiaire du RSASG (Coordonnateur des opérations humanitaires) et également au niveau des bureaux locaux, pour déterminer comment nos capacités peuvent les aider dans leurs opérations. Au cours de la phase 1, nous serons limités par nos moyens et la nécessité de nous concentrer sur les zones d’affrontement, mais durant la phase 2, les priorités que sont l’accès humanitaire et les droits de l’homme devraient guider nos activités.
13. **PRINCIPAUX RÉSULTATS**
14. Les principaux résultats qui doivent être atteints pour réaliser les objectifs indiqués dans la section D sont présentés dans l’annexe E.
15. **DIRECTIVES STRATÉGIQUES À L’INTENTION DES COMPOSANTES**
16. Généralités. Pour que la MANUC puisse s’acquitter efficacement de son mandat, la planification transversale, la coordination thématique et la coordination avec les autorités du Carana et l’équipe de pays des Nations unies sont attendues de toutes les composantes. Le chef d’état-major de la MANUC décrira en détail les mécanismes de coordination du QG.
17. Composante civile. La composante épaulera à la fois le RSASG des affaires politiques et le RSASG (coordonnateur des opérations humanitaires/coordonnateur résident) afin de concourir plus efficacement à l’exécution du mandat. Durant la phase 1, sa priorité sera d’engager le dialogue avec le gouvernement et les dirigeants locaux afin de bien connaître la situation, d’expliquer le but de la MANUC et d’établir la confiance indispensable à une bonne coopération.
18. Composante militaire. La première activité consistera à contrôler le respect du cessez-le-feu et le désengagement. L’exécution efficace de cette activité suscitera la confiance dans la présence de l’ONU et convaincra les groupes armés qu’ils seront protégés des forces de défense du Carana lorsqu’ils déposeront les armes. Les zones d’affrontement seront le principal terrain d’action jusqu’à ce que ces groupes soient désarmés, après quoi les moyens pourront être affectés à d’autres priorités au Carana.
19. Composante police. La composante sera déployée dans un premier temps à Galasi pour aider la police nationale du Carana à lutter contre la criminalité dans la capitale. Par la suite, des effectifs de police devront être déployés à Muka et à Faron pour soutenir les services de police locaux. Le Chef de la composante Police doit déterminer la meilleure manière dont la composante peut appuyer la planification et la mise en œuvre de la réforme de la police et le renforcement des capacités, sachant qu’il faudra peut-être des effectifs spécialisés supplémentaires durant les phases 3 et 4.
20. **RESSOURCES NÉCESSAIRES**
21. La structure de la Mission, les ressources militaires, les ressources policières et le concept d’appui sont présentés dans les annexes A à D.

ANNEXES

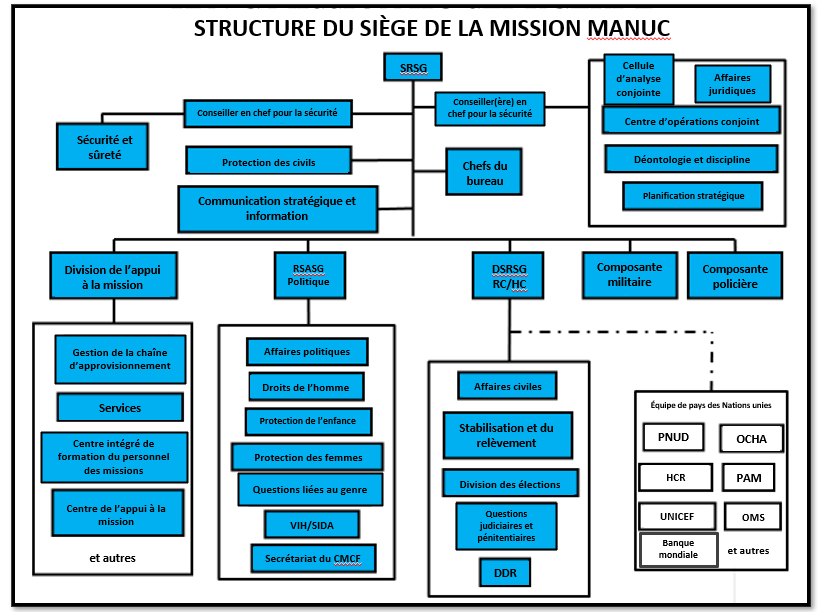
1. Structure du siège de la MANUC
2. Ressources militaires
3. Ressources policières
4. Concept d’appui (non inclus)
5. Principaux résultats associés à chaque objectif

ANNEXE A DU CONOPS

DE LA MISSION DE LA MANUC

DATE \_\_\_\_

**STRUCTURE DU SIÈGE DE LA MANUC**



Plus : Bureaux locaux à Galasi, Muka et Faron

ANNEXE B DU CONOPS

DE LA MISSION DE LA MANUC

DATE \_\_\_\_

**RESSOURCES MILITAIRES**

La MANUC comprendra 9 100 militaires au maximum, dont un maximum de 200 observateurs militaires et 265 officiers d’état-major.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Type** | **Quantité** | **Remarques** |
| 1. | Quartier général de la force | 1 | 130 personnes (y compris le personnel d’appui) |
| 2 | QG de secteur | 3 | 40 personnes |
| **Unités d’appui** | | | |
| 3 | Compagnie des transmissions | 1 | Transmissions du QG de la force et des 3 QG de secteur |
| 4 | Compagnie de transport moyen | 2 |  |
| 5. | Escadron d’aviation | 1 | Tps |
| 6 | Escadron tactique d’aviation | 1 | 2 hélicoptères de reconnaissance et 6 hélicoptères d’attaque |
| 7 | Compagnie de soutien logistique | 2 |  |
| 8 | Compagnie du génie | 2 |  |
| 9 | Hôpital de niveau 2 | 2 |  |
| **Unités de manœuvre** | | | |
| 10 | Bataillons d’infanterie motorisée | 8 | Un bataillon de réserve |
| 11 | Bataillons d’infanterie mécanisée | 1 |  |
| 12 | Compagnie d’infanterie mécanisée | 2 |  |
| **Observateurs militaires des Nations unies** | | | |
|  | Observateurs militaires | 200 | Y compris Ie chef et le chef adjoint des observateurs militaires au QG de la force |

ANNEXE C DU CONOPS

DE LA MISSION DE LA MANUC

DATE\_\_\_\_\_

**RESSOURCES POLICIÈRES**

Effectif total : 1 250 policiers et 200 agents pénitentiaires

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Type** | **Quantité** | **Remarques** |
| 1 | QG de la Composante policière | 1 |  |
| 2 | Unités de police constituées (UPC) | 5 |  |
| 3 | Policiers hors unités constituées | 510 |  |
| 4 | Protection des équipes de spécialistes | x |  |
| 5 | Agents pénitentiaires | 200 |  |

ANNEXE E DU CONOPS

DE LA MISSION DE LA MANUC

DATE\_\_\_\_\_

**OBJECTIFS ET RÉSULTATS DE LA MISSION (extrait)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Appui à la mise en œuvre de l’Accord de paix de Kalari** :  L’Accord de paix de Kalari est irréversible, le MPC et les CISC n’étant plus des entités militaires, les élections ayant été couronnées de succès et les processus politiques légitimes étant acceptés comme le moyen d’améliorer les conditions de vie de tous les habitants du Carana. | | | | |
|  | **RÉSULTATS** | | | |
|  | Phase 1  Déploiement initial | Phase 2  Élargissement | Phase 3  Consolidation | Phase 4  Renforcement des capacités et retrait |
| Le GRN met en œuvre le programme de DDR | Plan approuvé par le GRN et les parties | Taux de désarmement : 50 %  Taux de démobilisation : 20 %  Taux de réintégration :10 %  Identification des membres du MPC et des CISC qui se portent volontaires pour faire partie des forces de défense du Carana | Taux de désarmement : 100 %  Taux de démobilisation : 80 %  Taux de réintégration : 40 %  Intégration des volontaires du MPC et des CISC dans les forces de défense du Carana | Taux de désarmement : 100 %  Taux de démobilisation : 100 %  Taux de réintégration : 80 % |
| Respect de l’Accord de paix de Kalari par le MPC | Moins de 5 violations graves du cessez-le-feu  Le MPC approuve le programme de DDR | 50 % des membres du MPC désarmés  Plus de 20 % démobilisés  Taux de réintégration : 15 % | 100 % des membres du MPC désarmés  Plus de 80 % des membres du MPC démobilisés et intégrés dans les forces de défense du Carana  Moins de 20 % cantonnés | Taux de démobilisation : 100 %  0 % cantonné |
| Respect de l’Accord de paix de Kalari par les CISC | Moins de 5 violations graves du cessez-le-feu | 50 % des membres du CISC désarmés  Plus de 20 % démobilisés  Taux de réintégration : 7% | 100% des membres du MPC désarmés  Plus de 80 % des membres du MPC démobilisés et intégrés dans les forces de défense du Carana  Plus de 20 % cantonnés | Taux de démobilisation : 100 %  0 % cantonné |
| Élections libres et régulières | Promotion de la liberté d’expression et de la création de partis politiques par le GRN | Mise en place d’un programme d’élections (y compris la logistique) par le GRN | Organisation d’élections conformes aux normes internationales |  |
| **Protection des civils :**  Les civils peuvent circuler librement au Carana. Les groupes armés illégaux et les bandes criminelles sont réduits à un niveau où ils peuvent être neutralisés par les forces de sécurité du Carana. | | | | |
|  | **RÉSULTATS** | | | |
|  | Phase 1  Déploiement initial | Phase 2  Élargissement | Phase 3  Consolidation | Phase 4  Renforcement des capacités et retrait |
| Libre circulation des civils au Carana | % de la superficie par province | % de la superficie par province | 100 % | 100 % |
| Réduction des groupes armés illégaux | Nombre de groupes armés au Carana | Nombre de groupes armés au Carana | Nombre de groupes armés au Carana | Les groupes armés peuvent être neutralisés par les capacités nationales |
| Réduction des bandes criminelles | Taux de réduction des problèmes à Galasi | Taux de réduction des problèmes à Galasi | Taux de réduction des problèmes à Galasi | Les groupes armés peuvent être neutralisés par les capacités nationales |
| **Soutien de l’aide humanitaire et en matière de droits de l’homme** :  Les conditions de sécurité permettent à l’équipe de pays des Nations unies et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales d’accéder à toutes les parties du Carana. | | | | |
|  | **RÉSULTATS** | | | |
|  | Phase 1  Déploiement initial | Phase 2  Élargissement | Phase 3  Consolidation | Phase 4  Renforcement des capacités et retrait |
| Accès à l’aide humanitaire | Provinces de Fellari, de Guthar, de Hana et de Karin | Plus de 60 % de Koloni, 80 % de Mahbek et 50 % de Leppko | Toutes les provinces | Toutes les provinces |
|  |  |  |  |  |
| **Appui à la réforme du secteur de sécurité (RSS) :**  Les forces de défense du Carana, la PNC et d’autres institutions chargées de la sécurité sont en voie de devenir des institutions efficaces, responsables et représentatives sur le plan ethnique, qui fonctionnent sous contrôle civil dans le respect de l’état de droit et des droits de l’homme. | | | | |
|  | **RÉSULTATS** | | | |
|  | Phase 1  Déploiement initial | Phase 2  Élargissement | Phase 3  Consolidation | Phase 4  Renforcement des capacités et retrait |
| Le GRN met en œuvre le programme de SSR | Plans convenus par les parties et financés | Obtention de l’appui de donateurs internationaux  Adoption du budget de la sécurité pour l’exercice |  |  |
| L’armée met en œuvre la RSS | Nouvelle structure convenue pour les forces de défense  Quotas fixés pour le MPC et les CISC | Identification des membres excédentaires des forces de défense du Carana et fixation des indemnités  Établissement et financement du plan de mise en place de la nouvelle structure des forces de défense | Intégration des volontaires du MPC et des CISC dans les forces de défense du Carana  Départ des membres excédentaires des forces de défense du Carana  Nouvelle structure des forces de défense du Carana  Démarrage de l’entraînement |  |
| La police met en œuvre la RSS | Nouvelle structure convenue pour la PNC | Établissement et financement du plan de mise en place de la nouvelle structure de la PNC  Présence de la police nationale dans 40 % du Carana | Présence de la police nationale dans 100 % du Carana  Nouvelle structure de la PNC |  |
| RSS par les services pénitentiaires |  | Examen des services pénitentiaires avec le GRN | Application des recommandations issues de l’examen |  |
| **Appui à la mise en œuvre du processus de paix :**  Grâce à ses activités de dialogue et de concertation et son appui à la création d’un environnement protecteur, la MANUC permet aux parties prenantes nationales et locales de s’engager en faveur du processus de paix. | | | | |
|  | **RÉSULTATS** | | | |
|  | Phase 1  Déploiement initial | Phase 2  Élargissement | Phase 3  Consolidation | Phase 4  Renforcement des capacités et retrait |
| À suivre |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |